

CHARLES FOURIER

**Traité de l'association
domestique-agricole
1822**

Entre temps nos sages nous vantent l'unité d'action : eh ! quelle unité peuvent-ils voir dans ce morcellement industriel, dans cette cacophonie anti-sociale ! Comment tardent-ils trois mille ans à poser en principe que c'est l'Association et non pas le morcellement, qui est destinée de l'homme, et que tant qu'on ignore la théorie d'Association domestique, l'homme n'est point parvenu à sa destinée !

— Pour apprécier la justesse de ce principe, réfléchissons sur l'immensité de connaissances qu'exige l'agriculture, et sur l'impossibilité où est le villageois de réunir seulement le vingtième des moyens qui constitueraient le parfait agronome : il faudrait qu'à de grands capitaux, il pût ajouter les lumières disséminées sur cent têtes savantes et deux cents praticiens consommés ; en outre, il faudrait rendre immortel l'agronome doué de ces nombreuses connaissances qu'on voit aujourd'hui éparpillées parmi trois cents théoriciens et praticiens. Si le propriétaire dont il s'agit mourait sans avoir un successeur d'égal talent, on verrait aussitôt périr les dispositions qu'il aurait faites, et le canton décliner rapidement.

Ce n'est que dans l'Association qu'on pourra réunir à perpétuité les talents et les capitaux dont je viens de supposer le concours ; l'Association est donc le seul mode sur lequel le créateur ait pu spéculer, car en la supposant appliquée à des cantons d'environ quinze cents habitants, elle rassemblera dans chaque canton cette masse de lumières qui se perpétueront par transmission corporative. Un fils n'hérite point des connaissances de son père, mais sur un canton de quinze cents habitants, il se trouvera des sujets aptes à hériter du talent des habiles sociétaires à l'école de qui ils auront été formés. Ces transmissions de talents sont une propriété inhérente à la *série passionnelle*, disposition que je décrirai plus loin et qui règne dans tous les détails industriels de l'état sociétaire.

Plus on disserte sur cette hypothèse d'Association, plus on se convainc que l'agriculture civilisée, le morcellement domestique est le contre-sens de la destinée humaine, et qu'il fallait chercher le secret d'associer des masses nombreuses ; les petites ne pouvant pas s'élever aux dispositions de haute économie, ni réunir la variété de connaissances qu'exigerait la perfection de chaque branche de culture et de manutention.

J'ai fait entrevoir l'étourderie de trente siècles savans qui ont négligé de rechercher le procédé sociétaire enfin découvert.

Nous allons raisonner sur sa propriété principale qui est *l'attraction industrielle* ; propriété au moyen de laquelle on surmontera tous les obstacles qui ont de tout temps arrêté la science.

Jusqu'ici la politique et la morale ont échoué dans leur projet de faire aimer le travail : on voit les salariés et toute la classe populaire incliner de plus en plus à l'oisiveté ; on les voit dans les villes ajouter un chômage du lundi au chômage du dimanche ; travailler sans ardeur, lentement et avec dégoût.

Pour les enchaîner à l'industrie, on ne connaît après l'esclavage d'autres véhicules que la crainte de la famine et des châtimens : si pourtant l'industrie est la destination qui nous est assignée par le Créateur, comment penser qu'il veuille nous y amener par la violence, et qu'il n'ait pas su mettre en jeu quelque ressort plus noble, quelque amorce capable de transformer les travaux en plaisirs !

Dieu seul est investi du pouvoir de distribuer l'attraction ; il ne veut conduire l'Univers et les créatures que par attraction ; et pour nous fixer au travail agricole et manufacturier, il a composé un système d'*attraction industrielle* qui, une fois organisé, répandra une foule de charmes sur les fonctions de culture et manufacture ; il y attachera des amorces plus séduisantes peut-être que ne sont aujourd'hui celles des festins, bals et spectacles ; c'est-à-dire que dans l'état sociétaire, le peuple trouvera tant d'agrément et de stimulant dans ses travaux, qu'il ne consentirait pas à les quitter pour une offre de festins, bals et spectacles proposés aux heures des séances industrielles.

Le travail sociétaire pour exercer une si forte attraction sur le peuple, devra différer en tout point des formes rebutantes qui nous le rendent si odieux dans l'état actuel. Il faudra que l'industrie sociétaire, pour devenir attrayante, remplisse les sept conditions suivantes :

1° Que chaque travailleur soit associé, rétribué par dividende et non pas salarié.

2° Que chacun, homme, femme ou enfant, soit rétribué en proportion des trois facultés, *capital*, *travail* et *talent*.

3° Que les séances industrielles soient variées environ huit fois par jour, l'enthousiasme ne pouvant se soutenir plus d'une heure et demie ou deux heures dans l'exercice d'une fonction agricole ou manufacturière.

4° Qu'elles soient exercées avec des compagnies d'amis spontanément réunis, intrigués et stimulés par des rivalités très-actives.

5° Que les ateliers et cultures présentent à l'ouvrier les appâts de l'élégance et de la propreté.

6° Que la division du travail soit portée au suprême degré, afin d'affecter chaque sexe et chaque âge aux fonctions qui lui sont convenables.

7° Que dans cette distribution chacun, homme, femme ou enfant, jouisse pleinement du droit au travail ou droit d'intervenir dans tous les temps à telle branche de travail qu'il lui conviendra de choisir, sauf à justifier de probité et aptitude.

✕ Enfin, que le peuple jouisse dans ce nouvel ordre, d'une garantie de bien-être, d'un minimum suffisant pour le temps présent et à-venir, et que cette garantie le délivre de toute inquiétude pour lui et les siens.

On trouve toutes ces propriétés réunies dans le mécanisme sociétaire dont je publie la découverte; et comme je m'engage à les démontrer en grand détail dans le cours de cet ouvrage, nous pouvons préalablement dissenter sur l'hypothèse d'attraction industrielle qu'implique ce mécanisme.

J'ai dit plus haut, qu'elle suffira seule à lever tous les obstacles qui ont, depuis trois mille ans, paralysé le génie social; jugeons-en par trois problèmes d'où on pourra conclure sur tous les autres.

1° *Extirper l'indigence*. Elle naît en grande partie de la fainéantise; mais quand le peuple trouvera dans l'industrie une amorce aussi puissante que le serait aujourd'hui celle des festins, la fainéantise ne pourra plus exister, elle sera transformée en fougue industrielle, dont le produit suffira amplement à extirper l'indigence.

2° *Prévenir les discordes*. Elles naissent pour la plupart de la pauvreté; or, s'il est prouvé que l'Association et l'at-

SAINT-SIMON

Doctrine de Saint-Simon, 1837

sur quelques actes isolés et défigurés de sa vie; et cependant, nous sentons le besoin de parler directement, non pour justifier, mais pour glorifier notre maître, à une classe d'hommes bien plus nombreuse, et à laquelle nous sommes liés par le souvenir des travaux, des efforts, des désirs que nous avons partagés long-temps avec elle.

Vous tous, qui voulez le bonheur de l'humanité, vous, qui voulez la délivrer de ses chaînes, lui donner la liberté, comment n'aimeriez-vous pas l'homme qui vient proclamer que le règne de la violence va cesser; que la société sera désormais organisée pour l'amélioration du sort **MORAL**, *physique* et *intellectuel* de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre; et que pour obtenir cette amélioration constante, tous les privilèges de la naissance, **SANS EXCEPTION**, seront abolis, chacun devant être placé selon sa capacité et récompensé selon ses œuvres : n'est-ce donc pas un pareil avenir que vous avez sans cesse rêvé pour l'humanité? N'est-ce donc point là le but instinctif de tous vos efforts? Pourquoi l'espèce humaine aurait-elle successivement détruit les castes et l'esclavage, la noblesse et le servage; pourquoi se serait-elle révoltée, chaque fois que l'immoralité, l'ignorance et l'impuissance prétendaient la diriger; pourquoi, depuis dix-huit siècles, appelle-t-elle avec espoir le jour de la récompense selon les œuvres; pourquoi, enfin, l'homme a-t-il successivement cessé de se nourrir de son semblable, repoussé les sacrifices humains, pris le sang en horreur, et peu à peu déposé les armes, si ce n'est pour réaliser **L'ASSOCIATION PACIFIQUE**, **UNIVERSELLE** de tous les peuples, dans le but de croître sans cesse en **AMOUR**, en **SCIENCES** et en **RICHESSES**, selon la **PROMESSE** que renferment tous les progrès qu'il a faits jusqu'à ce jour.

Gloire à **SAINT-SIMON**, qui, le premier, annonce aux hommes que leurs espérances ne sont point trompeuses, que les rêves passionnés de nos pères seront bientôt des

ÉTIENNE CABET

Voyage en Icarie
1840

sont sacrés, inaliénables et imprescriptibles ; le dépouillé conserve son droit, quoiqu'il n'en ait plus la jouissance ; comme *le volé conserve son droit sur la chose enlevée et possédée par le voleur.*

Cette organisation prétendue sociale est-elle au moins *bonne pour les Aristocrates et les riches* ? — Non : elle fait le malheur des pauvres sans donner aux autres un bonheur parfait ; elle établit entre eux tous une guerre perpétuelle qui entraîne pour eux tous d'innombrables calamités.

Quels sont les *principaux vices* de cette organisation prétendue sociale ? — Trois : l'Inégalité de fortune et de pouvoir, la Propriété individuelle et la Monnaie : en réfléchissant bien, on trouve que ce sont les trois principales causes de tous les vices et de tous les crimes, de tous les désordres et de tous les malheurs.

Pourquoi les hommes ont-ils adopté partout ces trois institutions ? — Les uns les ont adoptées par égoïsme, dans leur intérêt exclusif ; et les autres par ignorance, espérant qu'elles amèneraient le bonheur général.

Quel est le principal vice de l'organisation politique ? — C'est que la loi est faite par les Aristocrates ou les riches.

N'y a-t-il *aucun remède* au mal ? — Certainement il y en a un, car à quoi servirait à l'homme la Raison ?

Quel est ce *remède* ? — C'est de supprimer la cause du mal, c'est-à-dire de supprimer l'Inégalité, la Propriété et la Monnaie, et de les remplacer par l'Égalité en tout et par la Communauté.

La Communauté permet donc de conserver les droits naturels ? — Oui, puisque son principe fondamental est précisément de conserver et de perfectionner l'*Égalité naturelle*.

Quel est son principe concernant les *personnes* ? — La Nation ou le Peuple forme une véritable Société consentie dans l'intérêt commun ; *tous les membres de la Nation sont associés, frères, parfaitement égaux en droits et en devoirs* : La Nation n'est même qu'une Famille ; elle n'est aussi qu'une seule personne morale.

Quel est le principe par rapport aux *biens* ? — Tous les biens

sont communs et ne forment qu'un *capital* social ; le territoire ne forme qu'un *domaine* exploité en commun.

Quel est le principe pour l'*industrie* ? — L'industrie sociale est unique, c'est-à-dire ne forme qu'une seule industrie exploitée par le Peuple comme par un seul homme, de manière à produire tout ce qui est nécessaire en divisant et en ordonnant le travail, et de manière à produire le plus possible, sans double emploi et sans perte.

Quel est le principe relativement aux *droits* et aux *devoirs* ? — Ils sont les mêmes pour tous ; chacun a le devoir de travailler le même nombre d'heures par jour, *suivant ses moyens*, et le droit de recevoir une part égale, *suivant ses besoins*, dans tous les produits.

Mais, n'est-il pas injuste que l'homme de talent et de génie n'ait qu'une part égale à celle des autres ? — Non, parce que le talent et le génie sont le résultat de l'éducation que donne la Société, et que l'homme de talent ne serait rien sans la Société.

Comment le travail est-il considéré ? — Comme une fonction publique ; tandis que, de leur côté, toutes les fonctions publiques sont considérées comme un travail : le travail et les fonctions sont aussi considérés comme un impôt.

Y a-t-il d'autre impôt ? — Pas d'autre que la part égale de chacun dans le travail et dans les fonctions.

Quel est le principe par rapport au *travail* ? — Il est général et obligatoire pour tous ; commun, dans de grands ateliers publics, et, le plus possible, attrayant, court, et facilité par des machines.

Quel est le principe pour les *machines* ? — On ne peut trop les multiplier : on fait par elles tout ce qu'il est possible de leur faire exécuter.

Quel est le principe concernant la *nourriture*, le *vêtement*, le *logement* et l'*ameublement* ? — Ils sont, autant que possible, les mêmes pour tous, préparés par la Communauté et fournis par elle à chacun : tout est fait d'après un *modèle* adopté par la loi.

LOUIS BLANC

**Organisation du travail
1839**

volution de Février, et qu'alors seulement j'avais adopté celui de la proportion des travaux aux facultés et des fruits aux besoins. Non, je n'ai pas varié sur un point de cette importance; non, ma conviction à cet égard n'est pas nouvelle. Je le dis bien haut, et je le prouve :

Savez-vous ce que j'écrivais, il y aura tantôt dix ans, dans le livre où j'ai tracé le tableau du règne de Louis-Philippe? Je vais citer textuellement :

« Que l'inégalité, mère de la tyrannie, se produise dans le monde, au nom des succès de l'esprit, ou bien au nom des victoires de la force, qu'importe? Dans l'un et l'autre cas, la charité disparaît, l'égoïsme triomphe, et le principe de la fraternité humaine est foulé aux pieds. Examinez la famille; le père, dans le partage des fruits qu'il distribue à ses enfants, prend-il en considération la différence des services qu'ils rendent ou celle des besoins qu'ils éprouvent? Lui-même, lui qui porte tout le fardeau de l'association domestique, ne retranche-t-il pas volontiers de ses jouissances pour satisfaire les exigences d'un fils malade, pour accroître le bien-être d'un fils ignorant ou débile? Voilà la charité en action. Que l'État se modèle sur la famille. Hors de là il n'y a que violences et injustice. Rétribuer chacun selon ses capacités? Eh! que faire alors des idiots? Que faire des infirmes? Que faire du vieillard frappé d'une incurable impuissance? Les laisser mourir de faim? Il le faut, si on affirme que la société ne doit à ceux qui la composent qu'en raison de ce qu'elle reçoit d'eux. La logique saint-simonienne était donc homicide?... Non, elle était seulement inconséquente. Car elle admettait des hospices pour les incapables, et Bicêtre pour les fous. Prétendre qu'il est convenable qu'un homme s'adjuge, en vertu de sa supériorité intellectuelle, une plus large part des biens terrestres, c'est s'interdire le droit de maudire l'homme fort qui, aux époques de barbarie, asservissait les hommes faibles en vertu de la supériorité physique : c'est tout simplement transformer la tyrannie. Les saint-simoniens, il est vrai, posaient en principe qu'il est bon de stimuler le talent par la récompense, et c'était dans l'utilité sociale qu'ils croyaient puiser la justification de leur formule. Mais est-il nécessaire que la récompense soit matérielle, qu'elle s'évalue en richesses? Il est pour l'homme, grâce au ciel, d'autres

et de plus énergiques mobiles. Avec un morceau de ruban qu'il promettait d'attacher à la boutonnière des plus braves, Napoléon a fait voler au-devant de la mort une armée de millions d'hommes. Le mot *gloire*, bien ou mal compris, a fait à l'univers ses destinées. Par quelle fatalité désastreuse, ce qui a suffi, lorsqu'il s'agissait de détruire, ne suffirait-il pas, quand c'est de produire qu'il s'agit? Est-ce que les grands hommes n'ont pas toujours cherché et trouvé leur principale récompense dans l'existence même de leurs hautes facultés? Si la société eût voulu récompenser dignement Newton, elle y eût été impuissante : il n'y avait pour Newton d'autre récompense équitable et suffisante que la joie qu'il dut ressentir quand son génie eût découvert les lois qui gouvernent les mondes. Il y a deux choses dans l'homme : des besoins et des facultés. Par les besoins, l'homme est passif; par les facultés, il est actif. Par les besoins, il appelle ses semblables à son secours : par les facultés, il se met au service de ses semblables. Les besoins sont l'indication que Dieu donne à la société. Donc, il est dû davantage à celui qui a le plus de besoins, et il est permis d'exiger davantage de celui qui a le plus de facultés. Donc, d'après la loi divine écrite dans l'organisation de chaque homme, une intelligence plus grande suppose une action plus utile, mais non pas une rétribution plus considérable; et l'inégalité des aptitudes ne saurait légitimement aboutir qu'à l'inégalité des devoirs. La hiérarchie par capacités est nécessaire et féconde; la rétribution par capacités est plus que funeste, elle est impie. »

Cela, encore une fois, je l'ai écrit il y a déjà plusieurs années et dans le temps même où je m'occupais de la publication de ce livre.

La vérité est donc que, toujours et invariablement, j'ai placé la vraie solution du problème de la répartition équitable dans la mise en commun des forces pour la production, des produits pour la consommation, en tenant compte des facultés de chacun et de ses besoins.

Quant aux objections, je ne les avais pas attendues. Je n'ignore pas que, l'éducation ayant été jusqu'à ce jour un pur privilège, les facultés de chacun manquent de mesure exacte; que la civilisation perverse qui nous opprime ne le fait qu'après nous avoir corrompus et aveuglés; qu'elle

a par conséquent obscurci toutes les lois de la nature ; qu'elle nous a imposé une foule de besoins factices, de goûts dépravés, de vains désirs ; que, sous l'empire d'une semblable civilisation, si l'on appliquait prématurément le système de la proportionnalité vraie, on risquerait de voir maint travailleur faire trop peu et exiger trop.

Ainsi donc, montrer le but et entrer dans le chemin qui y conduit, c'est tout ce qui est aujourd'hui possible, eu égard à la mauvaise direction des habitudes et à la fausseté des notions générales. Voilà pourquoi j'ai parlé de partage égal des bénéfices, et même d'égalité des salaires, soit dans les précédentes éditions de ce livre, soit au Luxembourg. Mais, qu'on ne l'oublie pas : ceci n'a jamais été proposé par moi que comme une mesure transitoire. Au Luxembourg, quel a été mon langage ? Je vais encore citer textuellement :

« Nul doute que l'inégalité des salaires ne soit le système le plus approprié à notre éducation, à nos habitudes, à nos mœurs, à l'ensemble des idées généralement répandues. Nul doute, par conséquent, que ce système ne fût préférable au point de vue purement pratique... Aussi n'est-il pas vrai que nous ayons condamné le système de l'inégalité des salaires, combinée avec l'égle répartition des bénéfices. Ce qui est vrai, c'est qu'à ce système, nous en avons opposé un autre plus en rapport avec nos sentiments de l'avenir...

» Et avant tout, posons bien en fait que nous n'avons jamais entendu appliquer l'égalité des salaires dans l'industrie privée et dans le régime actuel de concurrence. Il est manifeste que là où les travailleurs ne sont attachés l'un à l'autre par aucun lien, les rétribuer également ce serait offrir une prime à la paresse et détendre le ressort de l'activité individuelle. En effet, dans un atelier où chaque ouvrier traite *isolément, séparément* avec l'entrepreneur, avec celui que jusqu'à la Révolution on avait appelé le maître, qui donc a intérêt à ce que son voisin remplisse consciencieusement sa tâche ? Qui pourrait s'en inquiéter ? Nous travaillons pour le compte d'autrui, au profit d'autrui : si mon camarade se croise les bras, que m'importe ?... Aussi ne saurions-nous trop insister sur ce point, que l'égalité des salaires n'a été indiquée par nous qu'en vue d'un régime tout différent de celui d'aujourd'hui,

qu'en vue d'un régime d'association et d'étroite solidarité. Car alors, tout change; c'est alors que chacun est intéressé à stimuler le zèle de ses camarades, à activer un labeur dont chacun recueillera les fruits.

» A Dieu ne plaise, au surplus, que nous considérions l'égalité des salaires comme réalisant d'une manière complète le principe de la justice! La vraie formule est celle-ci : *Que chacun produise selon son aptitude et ses forces, que chacun consomme selon ses besoins.* » (Moniteur du 3 avril 1848.)

Mon opinion est donc, et elle est demeurée, je le répète, absolument invariable :

1° Que l'égalité des salaires n'est pas un système applicable au régime actuel d'individualisme et de concurrence;

2° Que ce système n'est applicable, même au régime d'association et de solidarité, que comme procédé transitoire ;

3° Enfin, que la véritable égalité, celle qui a la fraternité pour sœur immortelle est l'égalité qui proportionne les travaux aux facultés et les fruits aux besoins.

Mais, comme je le disais dans le discours qui vient d'être cité : Le long et douloureux voyage de l'humanité vers le bien nous donne encore quelques étapes à fournir, et l'histoire ne se fait pas en un jour! Je poursuis.

L'atelier social une fois monté d'après les principes qui viennent d'être énoncés, on comprend de reste ce qui en résulterait.

Dans toute industrie capitale, celle des machines, par exemple, ou celle de la soie, ou celle du coton, ou celle de l'imprimerie, il y aurait un atelier social faisant concurrence à l'industrie privée. La lutte serait-elle bien longue? Non, parce que l'atelier social aurait sur tout atelier individuel l'avantage qui résulte des économies de la vie en commun, et d'un mode d'organisation où tous les travailleurs, sans exception, sont intéressés à produire vite et bien. La lutte serait-elle subversive? Non, parce que l'État serait toujours à même d'en amortir les effets, en empêchant de descendre à un niveau trop bas les produits sortis des ateliers sociaux. Aujourd'hui, lorsqu'un individu extrêmement riche entre en lice avec d'autres qui le sont moins, cette lutte inégale ne peut être que désastreuse, attendu qu'un particulier ne cherche que son intérêt personnel; s'il peut vendre deux fois moins cher que ses

MARX

**Critique du Programme de Gotha
1875**

Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. L'expression : « produit du travail », condamnable même aujourd'hui à cause de son ambiguïté, perd ainsi toute signification.

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement - les défalctions une fois faites - l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le droit égal est donc toujours ici, dans son principe... le droit bourgeois, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le droit égal reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni ; l'égalité consiste ici dans l'emploi comme unité de mesure commune.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps ; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un

même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé, par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875.